



Arrêt

n° 61 753 du 19 mai 2011
dans l'affaire x / III

En cause : x

Ayant élu domicile : x

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 janvier 2011 par x, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de « *la décision mettant fin au droit de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 21) du 4 novembre 2010 (...), lui notifiée le 29 décembre 2010* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dite, « la Loi » ci-après.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 mars 2011 convoquant les parties à l'audience du 19 avril 2011.

Entendu, en son rapport, M.-L. YA MUTWALE MITONGA, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me I. OGER *loco* Me J. DEVOS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Mme J. DIKU META, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Le requérant déclare être arrivé en Belgique le 28 juillet 2002.

Le 17 mars 2009, il a épousé une ressortissante belge. De leur union était déjà issu un enfant, le 19 août 2007, enfant portant le nom de l'épouse du requérant.

Le 18 février 2009, la partie défenderesse a pris à l'encontre du requérant un ordre de quitter le territoire (annexe 13).

Le 24 mars 2009, il a introduit une demande de carte de séjour d'un membre de la famille d'un citoyen de l'Union en sa qualité de conjoint de Belge et il s'est vu délivrer une carte de séjour le 28 août 2009. Le 4 novembre 2010, la partie défenderesse a néanmoins pris une décision mettant fin au droit de séjour avec ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, a été notifiée le 29 novembre 2010 et est motivée comme suit :

« La cellule familiale est inexistante ; En effet, d'après le rapport de la police de Molenbeek-Saint-Jean du 29/09/2010, les intéressés sont séparés ».

2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique de *« la violation des articles 40 à 42 de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers et de l'erreur de motivation, du devoir de prudence, du principe de bonne administration, Moyen pris de la violation des articles 2 et suivants de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, de la motivation absente, inexacte, insuffisante et dès lors de l'absence de motif légalement admissible, de l'erreur manifeste d'appréciation, du manquement au devoir de soin, violation de l'article 8 de la Convention Européenne des droits de l'homme ».*

La partie requérante soutient que *« la cohabitation entre les deux époux s'est interrompue plus de 19 mois après le mariage, et ce pour des raisons étrangères à la volonté du requérant ».* Elle indique, en outre, que l'épouse du requérant a obtenu par défaut une ordonnance de séparation auprès du juge de paix de Molenbeek-Saint-Jean le 9 août 2010 et qu' *« elle quittera définitivement le domicile conjugal à la fin du mois d'août 2010 avec l'enfant ».* Elle précise que le sujet des tensions dans le couple concerne la reconnaissance de cet enfant, et que, par ailleurs, aucune procédure en divorce n'a été initiée. Elle ajoute que *« les époux entretiennent toujours des relations, se rencontrent régulièrement et n'excluent pas une réconciliation ».* Elle soutient en outre que le requérant a introduit une action en reconnaissance de paternité vis-à-vis de l'enfant devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles ainsi qu'une action devant le Tribunal de la Jeunesse de Bruxelles afin de se faire reconnaître un droit aux relations personnelles avec l'enfant.

La partie requérante rappelle la notion d' *« installation commune »* et estime que *« rien ne permet à l'administration de conclure à l'absence de ce minimum de relations ».*

La partie requérante souligne que le requérant réside en Belgique depuis 2002 et qu'il y a développé une *« vie privée incontestable ».* Elle ajoute que plusieurs membres de sa famille résident également sur le territoire belge et qu' *« il ne fait nul doute qu'en l'espèce ses relations tombent dans le champ d'application de l'article 8 de la Convention précitée ».* Elle considère que l'ingérence de l'autorité publique *« ne serait pas justifiée dans le cas d'espèce ».*

La partie requérante rappelle que l'article 42quater de la Loi *« laisse de toute évidence un pouvoir discrétionnaire au ministre ou à son délégué dès lors qu'il mentionne clairement que ces derniers peuvent (sans obligation aucune) mettre fin au séjour dans certaines conditions ».* Elle en déduit que *« des circonstances particulières de la cause (...) doivent être examinées, ce qui en l'espèce ne ressort pas de la motivation de l'acte attaqué »* et que l'acte attaqué ne peut dès lors être considéré comme étant motivé à suffisance.

3. Discussion.

3.1. Sur le moyen unique, le Conseil constate que la décision querellée est prise en exécution de l'article 54 de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui dispose que *« si le ministre ou son délégué met fin au séjour en application des articles 42bis, 42ter ou 42quater de la loi [du 15 décembre 1980 précitée], cette décision est notifiée à l'intéressé par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 21 comportant un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'enregistrement ou de la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union ».*

A ce titre, le Conseil rappelle que si l'article 42quater, §1, 4°, de la Loi prévoit que le Ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui ne sont pas eux-mêmes citoyens de l'Union et ce, durant les deux premières années de leur séjour, dans l'hypothèse où il n'y a plus d'installation commune entre le citoyen de l'Union et le membre de famille qui l'a accompagné ou rejoint, le Conseil rappelle que cette notion d'installation commune ne peut être confondue avec celle de *« cohabitation permanente »* (Doc. Parl., 2008-2009, n° 2845/001, p.116.), mais suppose un minimum de relations entre époux qui doit se traduire dans les faits. Par conséquent, le Conseil tient à préciser que la notion d'installation commune n'implique pas une cohabitation effective et durable mais suppose un minimum de relations entre époux qui doit se traduire dans les faits.

En l'espèce, le Conseil observe à la lecture de la décision attaquée que celle-ci est fondée sur un rapport de la police de Molenbeek-Saint-Jean, rédigé le 29 septembre 2010, dont il résulte des déclarations du requérant lui-même que le couple est « séparé ».

En termes de requête, le Conseil relève que la partie requérante, loin de contester les affirmations précitées, confirme au contraire ces dernières en expliquant que « *la cohabitation entre les deux époux s'est interrompue plus de 19 mois après le mariage* ». Elle précise en outre que le requérant n'en est pas responsable. Si elle expose également en termes de requête que « *les époux entretiennent toujours des relations* » et qu'ils « *n'excluent pas une réconciliation* », il n'en demeure pas moins que, de fait, elle admet que sa cellule familiale est inexistante et ce, peu importe le protagoniste à l'origine de cet état de fait.

3.2. En outre, le Conseil constate que la partie requérante avance également le fait qu'elle a introduit une procédure en reconnaissance de paternité vis-à-vis de l'enfant devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et une procédure devant le Tribunal de la Jeunesse de Bruxelles afin de se faire reconnaître un droit aux relations personnelles avec l'enfant. À cet égard, le Conseil observe que ces démarches sont exposées pour la première fois en termes de requête et n'ont pas été portées à la connaissance de la partie défenderesse, laquelle n'a dès lors pas pu les prendre en considération.

De même en ce qui concerne les autres documents joints à la requête, tels que le procès-verbal d'audition du 1er novembre 2010 du requérant et les témoignages en sa faveur, produits pour la première fois à l'appui de la requête, le Conseil rappelle qu'il ne peut, dans le cadre de son contrôle de légalité, avoir égard qu'aux éléments portés à la connaissance de l'autorité avant que celle-ci ne prenne sa décision.

La jurisprudence administrative constante considère en effet à cet égard que les éléments qui n'avaient pas été portés, en temps utile, à la connaissance de l'autorité par le requérant, c'est-à-dire avant que celle-ci ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour en apprécier la légalité, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle, de « [...] *se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris* [...] ».

3.3. S'agissant de l'article 8 de la CEDH invoqué au moyen, le Conseil rappelle que cet article dispose comme suit :

« 1. *Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.*

2. *Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».*

3.3.1. Lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, le Conseil examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21).

3.3.2. L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national.

En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T. / Finlande, § 150).

La notion de 'vie privée' n'est pas non plus définie par l'article 8 de la CEDH. La Cour EDH souligne que la notion de 'vie privée' est un terme large et qu'il n'est pas possible ni nécessaire d'en donner une définition exhaustive (Cour EDH 16 décembre 1992, Niemietz/Allemagne, § 29).

L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

3.3.3. Ensuite, le Conseil doit examiner s'il y a ingérence dans la vie familiale et/ou privée. A cet égard, il convient de vérifier si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis.

S'il s'agit d'une première admission, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

S'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis, la Cour EDH admet qu'il y a ingérence et il convient de prendre en considération le deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Le droit au respect de la vie privée et familiale garanti par l'article 8 de la CEDH n'est pas absolu. Il peut en effet être circonscrit par les Etats dans les limites énoncées au paragraphe précité. Ainsi, l'ingérence de l'autorité publique est admise pour autant qu'elle soit prévue par la loi, qu'elle soit inspirée par un ou plusieurs des buts légitimes énoncés au deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH et qu'elle soit nécessaire dans une société démocratique pour les atteindre. Dans cette dernière perspective, il incombe à l'autorité de montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte.

En matière d'immigration, la Cour EDH a, dans les deux hypothèses susmentionnées, rappelé, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, § 81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

3.3.4. Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (Cour EDH 5 février 2002, Conka / Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (C.E. 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

3.3.5. Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

3.3.6. En l'espèce, s'agissant tout d'abord du lien de filiation entre le requérant et son enfant, il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas en avoir tenu compte dans la mesure où celle-ci a été mise en avant pour la première fois en termes de requête. En outre, le Conseil ne peut que constater que si une action a été entamée en vue de faire reconnaître sa paternité vis-à-vis de l'enfant, celle-ci n'est, à ce jour, pas démontrée. Quant à la vie privée et/ou familiale du requérant, force est de constater que le requérant reconnaît lui-même dans la requête qu'il est séparé de son épouse et qu'il n'y a dès lors plus d'installation commune entre les époux.

De même, la partie requérante n'établit pas l'existence d'une vie familiale entre son épouse et elle-même. Il ne ressort en effet ni du dossier administratif ni de la requête, d'éléments en faveur d'un

maintien du minimum requis de relations malgré la séparation, laquelle est avérée et au demeurant non contestée.

Au regard de ce qui précède, il appert que la partie défenderesse, contrairement à ce que soutient le requérant, s'est fondée, pour prendre sa décision, sur les conclusions d'une enquête au cours de laquelle il a été procédé à un examen suffisant de la situation, et qu'elle a pu valablement conclure, eu égard aux informations en sa possession, que les protagonistes ne cohabitaient plus ensemble et que la cellule familiale était inexistante.

3.4. Il résulte de ce qui précède que le moyen n'est pas fondé.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-neuf mai deux mille onze par :

Mme M.-L. YA MUTWALE MITONGA,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

M.-L. YA MUTWALE MITONGA